

Quand cette dernière politique l'emporte sur l'autre, c'est la faute sans doute des faiseurs et des exploiters, mais c'est la faute aussi des honnêtes gens, manquant de clairvoyance ou de courage, qui ont laissé faire, qui se sont désintéressés de la chose publique, qui n'ont pas voulu se mêler de politique, qui ont abdiqué l'exercice de leur droit et fui l'accomplissement de leur devoir. Et c'est ainsi qu'il arrive, pour le malheur d'un pays, que les meilleurs citoyens ne s'occupent pas assez de politique et que d'autres, moins bons, s'en occupent trop.

Cela s'est vu dans d'autres pays et cela commence à se manifester aussi dans le nôtre. Sans doute, il ne faut pas dire, ce serait une erreur et peut-être même un mensonge, que les bons chrétiens et les bons citoyens considérés dans leur ensemble se désintéressent ici de la chose publique; et ce serait une injure plus condamnable encore de prétendre que seuls les moins bons ou même les mauvais s'occupent chez nous de politique. Mais ce qui est vrai et regrettable autant qu'indéniable, c'est que la proportion des bons citoyens qui ne veulent pas se mêler de la politique municipale, provinciale ou fédérale, devient chaque année plus considérable, et ce qui est non moins vrai c'est que les faiseurs et les égoïstes se pressent de plus en plus nombreux dans les avenues de la politique.

D'un côté, beaucoup trop de gens, sans préparation suffisante, s'occupent de politique pour en faire leur occupation lucrative presque exclusive; d'un autre côté, beaucoup trop des meilleurs citoyens s'en désintéressent et l'abandonnent à des compétiteurs plus actifs et parfois beaucoup moins scrupuleux.

Il y a donc chez nous, sur le terrain politique, double tendance pernicieuse menaçant notre vie nationale.

Car il ne faut pas croire que les faits n'existent pas, parce qu'on refuse de les voir. La politique, qu'elle s'occupe de tout le pays, de notre province ou seulement d'une ville, tient en main plusieurs des forces directrices et productrices de la nation; elle a sa grande influence, une influence grandissante, sur la vie de la nation, sur la vie de la famille, sur la vie même de l'individu. Elle est un facteur très important de prospérité ou de misère, de progrès ou de décadence, de bonheur ou de malheur publics, selon qu'elle est bonne ou mauvaise, sage ou insensée.

Tous ceux qui on le droit de s'en occuper ont donc le devoir de le faire pour le bien général; ils n'ont pas le droit de s'en désintéresser, surtout aux jours dangereux ou difficiles, sous le prétexte très faux et très mauvais, que la politique ne regarde que les politiciens. La politique c'est la conduite de la nation, du pays, et cela doit intéresser tout le monde du pays comme cela concerne tout le monde.

Mépriser la politique et les politiciens, refuser de s'y intéresser, pour laisser le champ libre à ceux qui y sont trop intéressés, c'est refuser sa part pour faire de la bonne politique et en laisser faire de la mauvaise.

Lorsque la conduite de la cité ou du pays va mal, au lieu de s'en plaindre, les bons citoyens doivent plutôt se demander ce qu'ils ont fait et ce qu'ils font pour l'améliorer, ce qu'ils ont fait pour soutenir et encourager les hommes politiques qui veulent le bien du pays et qui s'y emploient honnêtement.

Il y aurait encore bien des observations à faire sur ce sujet, mais celles-là suffisent pour attirer l'attention de ceux qui réfléchissent et qui comprennent que les préceptes de la morale chrétienne comme les intérêts de la patrie font un devoir au citoyen et au chrétien de s'occuper, chacun à son rang et chacun selon ses moyens, de la politique de son pays; pour faire qu'elle soit bonne et pour l'empêcher d'être mauvaise, pour y faire prévaloir les soucis de l'intérêt général et écarter la tyrannie des intérêts particuliers, pour y maintenir les principes d'ordre et d'autorité et en éloigner les théories subversives, démagogiques, révolutionnaires. Ainsi le veut le bon sens; ainsi le veut aussi la religion, dont la politique, entendue dans son vrai sens, ne peut être séparée.

* * *

Mais si c'est une erreur et une faute bien dangereuses de vouloir séparer indûment la politique de la religion, de vouloir rompre la connexion et les liens qui existent entre les devoirs du citoyen et les devoirs du chrétien, c'est aussi un mal et une erreur de trop les confondre. Il est vrai que cette erreur n'est pas tant théorique que pratique; elle provient des passions et de l'esprit de parti qui en découle, plutôt que du jugement, qui en est lui-même victime.

Tous les politiciens et tous les partis politiques sont-ils également bons ou également mauvais, comme d'aucuns le prétendent par indifférentisme politique? Ce serait une grosse erreur de le croire et une grosse fausseté de le dire. Deux hommes ou deux partis qui se contredisent et sont opposés sur un même point, dans une même circonstance, ne peuvent pas également avoir raison. Quelles que soient leurs intentions qui peuvent être bonnes d'un côté et de l'autre, ils ne peuvent pas travailler au bien commun avec une sagesse et une bonne volonté objectivement égales.

Donc, en pratique comme en théorie, tous les hommes politiques et tous les partis ne peuvent pas être d'égale valeur; cela est évident. Il faut donc que le citoyen consciencieux exerce honnêtement son jugement, sa discrétion, pour soutenir ceux qu'il croit les meilleurs et les plus utiles au bien du pays.

Et c'est ici que surgit, à cause des passions soigneusement entretenues, l'esprit de parti, qui est surtout un esprit de passion, et qu'il ne faut pas confondre avec l'adhésion à un parti. On dit quelques fois: *ne soyez d'aucun parti*, et plusieurs de ceux qui parlent ainsi veulent simplement dire: ne soyez pas des partis qui existent aujourd'hui, mais soyez d'un autre que nous allons organiser. En réalité, quiconque